

ÉTAT ET ASSOCIATIONS

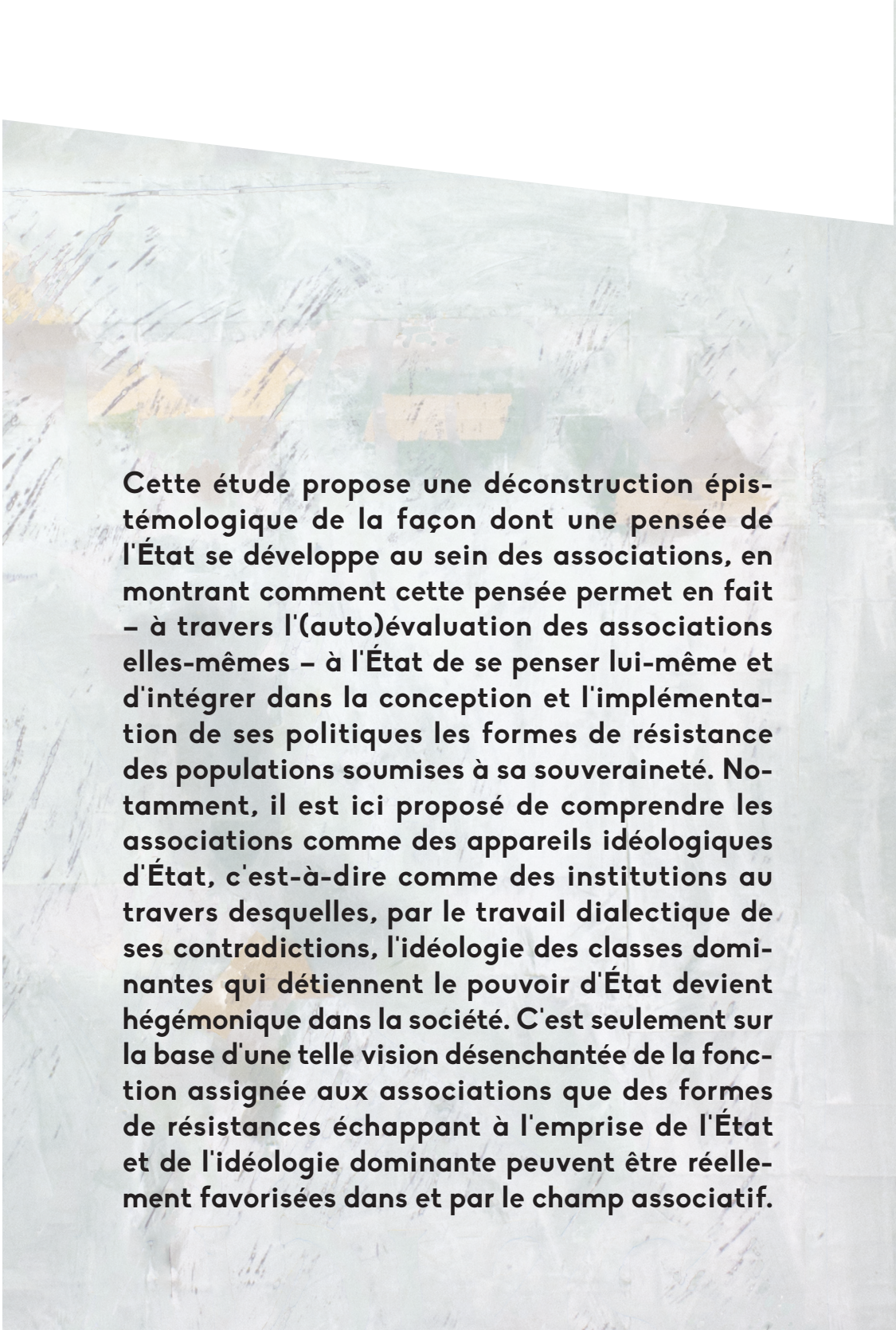
DE L'AUTONOMIE À L'ENCASTREMENT IDÉOLOGIQUE

NICOLAS MARION

ÉTUDE







Cette étude propose une déconstruction épistémologique de la façon dont une pensée de l'État se développe au sein des associations, en montrant comment cette pensée permet en fait – à travers l'(auto)évaluation des associations elles-mêmes – à l'État de se penser lui-même et d'intégrer dans la conception et l'implémentation de ses politiques les formes de résistance des populations soumises à sa souveraineté. Notamment, il est ici proposé de comprendre les associations comme des appareils idéologiques d'État, c'est-à-dire comme des institutions au travers desquelles, par le travail dialectique de ses contradictions, l'idéologie des classes dominantes qui détiennent le pouvoir d'État devient hégémonique dans la société. C'est seulement sur la base d'une telle vision désenchantée de la fonction assignée aux associations que des formes de résistances échappant à l'emprise de l'État et de l'idéologie dominante peuvent être réellement favorisées dans et par le champ associatif.

INTRODUCTION

Comment, dans le contexte du capitalisme néolibéral contemporain, élucider l'ambivalence fondamentale des relations – multiples, complexes et évolutives – existant entre les associations et l'État ? Derrière cette interrogation d'ordre général, qui détermine l'objet global de la présente étude, se trouve une autre problématique plus spécifique qui va constituer de fait la réflexion que nous voudrions proposer ici. En effet, au-delà du rapport ambivalent qu'entretiennent les associations socio-culturelles avec l'État et ses formes particulières, nous pensons qu'une relative *indétermination du concept d'État*¹ est au centre de l'action des associations et que cette indétermination est, précisément, ce qui induit les principales ambiguïtés qui frappent les relations entre le champ associatif et l'État. D'abord difficile à délimiter pour lui-même (qu'est-ce que l'« État » ? Où exerce-t-il son pouvoir et par quel biais ? Quelles institutions le constituent et, par-là même, quelles sont ses prérogatives ? etc.), l'État est tour à tour perçu par les associations comme un partenaire, un ennemi, un intermédiaire, un destinataire, un agent de contrôle, un financeur, suivant la perspective depuis laquelle elles sont amenées à devoir le considérer. Mais, plus profondément encore, le champ associatif *est* et *se sait* en réalité, aujourd'hui, indissociable de la forme-État elle-même et de la façon dont cette dernière se reconfigure sous l'effet de la recomposition contemporaine du capitalisme. De sorte que, comme le suggèrent Simon Cottin-Marx et al., réfléchir au devenir des associations revient désormais – d'un certain point de vue – à penser l'évolution de l'État lui-même : « la question des relations entre l'État et les associations doit être renouvelée en la plaçant dans la perspective plus générale de l'évolution de l'État »². Ce raisonnement qui semble abstrait est, pourtant, tout à fait essentiel pour discuter et penser un problème très concret de notre présent : celui de l'encastrement, aussi palpable que tendanciel, des résistances au pouvoir capitaliste (notamment, en ce qui nous concerne, celles portées par les associations socio-culturelles) dans l'État comme ce qui assure la reproduction sur le long terme du système capitaliste, en particulier dans sa configuration néolibérale. Notre hypothèse sera alors la suivante : qu'un lien intime existe entre, d'une part, une certaine difficulté des associations socio-culturelles à penser l'État et son rôle, et d'autre part, l'impuissance caractérisée de nombreuses luttes portées par ces mêmes associations à atteindre leur objectif déclaré qui est de transformer la société et d'en permettre la critique.

1 Si nous parlons ici d'indétermination du concept d'État, il va de soi que le rapport spontané des associations et de leurs membres à l'État est exposé à la même forme d'inconsistance, et que ces deux aspects – théoriques et pratiques – se soutiennent mutuellement.

2 Cottin-Marx Simon, et al. « La recomposition des relations entre l'État et les associations : désengagements et réengagements », *Revue française d'administration publique*, vol. 163, no. 3, 2017, p.463.

Afin de déplier cette hypothèse, nous tenterons d'abord de proposer une déconstruction épistémologique de ce qu'implique l'acte de *penser l'État* et, dans le même geste, nous évaluerons les modalités possibles d'une pensée de l'État sur lui-même par le biais des associations. Nous essayerons alors, sur base de ces éléments liminaires, d'analyser comment les associations subsidiées et les luttes qu'elles mènent sont traversées par les ambiguïtés intrinsèques aux types de relations et de conceptions de l'État qui s'y déploient. En particulier, nous proposerons de mobiliser le concept althussérien d'*appareil idéologique de l'État* pour éclairer la particularité fonctionnelle des associations dans l'exercice du pouvoir d'État et leur rôle dans la construction de l'hégémonie de l'idéologie dominante. Ces éléments de déconstructions critiques pourront alors servir, nous l'espérons, à mieux cerner les possibilités stratégiques réelles pour se soustraire, au sein des associations, à la domination du pouvoir d'État et à l'encastrement idéologique du travail associatif qui en découle.

QUE SIGNIFIE PENSER L'ÉTAT ?

Avant toute chose, étant entendu que notre analyse repose sur cette hypothèse d'une relative incapacité structurelle à penser, au sein des associations, l'État et ses formes, il nous revient de déterminer plus précisément ce que peut bien signifier *penser l'État*. Cette analyse est absolument cruciale pour déterminer comment la question de l'État est *de facto* problématique, en raison de la difficulté pour les individus et les structures sociales de percevoir l'État comme un objet, c'est-à-dire comme une entité *externe* qui pourrait être thématifiée de façon autonome, dans une position d'extériorité par rapport à lui. L'usage même de l'expression « l'État » pour désigner cette forme d'institution particulière pose problème parce que cela revient à le constituer en un genre de sujet historique qui serait, de façon presque individualisée, capable de poser et de réaliser ses propres fins historiques. Or, il est évidemment difficile d'identifier l'État de cette façon, au point qu'on peut se demander si, outre le mot qui le désigne, il existe véritablement une institution qui lui correspond : qui incarne cette puissance, qui la représente, et qui est vraiment légitime à agir et parler en son nom ?

Une conséquence de cette difficulté, très justement pointée par Bourdieu comme le problème originel de toute critique de la forme-État, s'applique parfaitement à la question que nous avons ici à discuter :

Cette publication, extraite du numéro 3 (décembre 2021) de la revue *Permanences critiques*, est momentanément réservée aux abonné.e.s.

Pour vous abonner, cliquez sur la vignette ci-contre.



ALORS QUE LA CRISE DU COVID19 TEND À FORTEMENT RÉ-IMPREGNER LE DÉBAT PUBLIC ET POLITIQUE DE LA QUESTION DE L'AMPLEUR, DES OBJECTIFS, DES MODALITÉS, DES EFFETS DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LA VIE QUOTIDIENNE DE LA POPULATION, CE TROISIÈME NUMÉRO DE *PERMANENCES CRITIQUES* ENTEND S'INTERROGER SUR LES RESSOURCES CRITIQUES DONT DISPOSENT LA SOCIÉTÉ CIVILE EN GÉNÉRAL ET LE SECTEUR ASSOCIATIF EN PARTICULIER POUR PENSER L'ÉTAT ET SES FORMES CONTEMPORAINES. PLUS SPÉCIFIQUEMENT, CONSTATANT UNE CERTAINE INDÉTERMINATION DU CONCEPT D'ÉTAT DANS L'ACTION ET LA PENSÉE ASSOCIATIVES, IL EST ICI QUESTION DE PARTIR DES RELATIONS AMBIGÜES ENTRETENUES PAR LES ASSOCIATIONS AVEC L'ÉTAT POUR ÉVALUER QUELS IMPACTS CES AMBIGÜITÉS ONT SUR LEURS ORIENTATIONS IDÉOLOGIQUES ET STRATÉGIQUES FONDAMENTALES.

ÉTUDE

ÉTAT ET ASSOCIATIONS

De l'autonomie à l'encastrement idéologique

NICOLAS MARION • • • • • 11

ANALYSE

LES ASSOCIATIONS, PRODUIT OU ENNEMI DE L'ÉTAT INTÉGRAL ?

JOHN CHRISTIAENS • • • • • 37

ANALYSE

RETOUR SUR UN VIEUX DÉBAT ENTRE MARXISTES

qui pourrait nourrir la réflexion sur le rapport entre État et associations

FABIO BRUSCHI • • • • • 51

ANALYSE

DERNIERS RECOURS : NOTES SUR L'ÉTAT PANDÉMIQUE

ALBERTO TOSCANO • • • • • 61

VARIA

TOMBEAU POUR LES LUTTES ?

Pour une lecture non-programmatique des processus insurrectionnels

CLAIRE GARDES • • • • • 73

Le sommaire du n° 3
de *Permanences critiques*